

Situation Mensuelle de l'Etat



Février 2013



 DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Synthèse	2
Faits marquants	2
Focus sur l'actualité	4
Chiffres clés	5
Solde d'exécution budgétaire	6
Dépenses	7
Dépenses du budget général par titres et catégories	7
Dépenses du budget général par missions et programmes	8
Recettes	12
Recettes fiscales du budget général	12
Recettes non fiscales du budget général	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	16
Opérations des comptes spéciaux	17
Données patrimoniales	18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	18
Dette financière de l'Etat	19
Notes méthodologiques	20



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -27,12 Md €

Le solde d'exécution budgétaire à fin février 2013 s'élève à -27,12 Md € contre -24,23 Md € à fin février 2012 à périmètre constant. Cette variation s'explique essentiellement par une légère hausse des dépenses (+0,71 Md €) mais également par une baisse des recettes du budget général (-1,38 Md €)

et du solde des comptes spéciaux (-0,82 Md €). En effet, l'Etat avait encaissé en janvier 2012, une redevance d'usage des fréquences radioélectriques (bande 800 MHz en France métropolitaine) pour un montant de 2,64 Md € partagé entre le budget général et les comptes spéciaux.

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 49,99 Md €

Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,53 Md € imputables essentiellement à l'Enseignement scolaire public des premier et second degrés ;

✓ Mission **Solidarité, insertion et égalité des chances** : 3,46 Md € dont 2,85 Md € pour le programme « Handicap et dépendance » ;

✓ Mission **Défense** : 2,82 Md € dont 1,95 Md € au titre du programme « Préparation et emploi des forces » ;

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 2,58 Md € dont 0,90 Md € au titre du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » et 0,63 Md € au titre du programme « Recherche spatiale » ;

✓ Mission **Egalité des territoires, logement et ville** : 1,41 Md € dont 1,29 Md € consacré au programme « Aide à l'accès au logement » ;

✓ Mission **Sécurité** : 1,41 Md € partagé entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,76 Md € et « Gendarmerie nationale » pour 0,64 Md €.

Les dépenses nettes à fin février 2013 s'élèvent à 49,99 Md € contre 49,29 Md € à fin février 2012 à périmètre constant.

Recettes du budget général (nettes de R et D*) : 29,66 Md €

Les principales recettes du mois (nettes de R et D*) :

Impôt sur le revenu : 10,46 Md € (notamment dus à l'encaissement du 1^{er} acompte provisionnel) ;

TVA : 10,14 Md € ;

Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes : 1,31 Md € (dont 0,63 Md € de mutations à titre gratuit par décès) ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -4,38 Md € ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -3,71 Md €.

Recettes fiscales (nettes de R et D*) : 43,38 Md €

Elles s'élevaient également à 43,38 Md € à périmètre constant à fin février 2012. Cette stagnation résulte à la fois d'une augmentation des

encaissements nets d'impôt sur le revenu (+1,01 Md €) et d'une baisse similaire des autres recettes fiscales nettes.



Recettes non fiscales : 0,53 Md €

Les recettes non fiscales à fin février 2013 s'élèvent à 0,53 Md € contre 1,91 Md € en 2012 à périmètre constant. Cet écart s'explique par la baisse du montant des redevances d'usage des fréquences

radioélectriques (recette exceptionnelle relative à la procédure d'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences dans la bande 800 MHz en France métropolitaine - cf. supra).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -14,42 Md €

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -14,42 Md € à fin février 2013 contre -14,33 Md € à fin février 2012. Les prélèvements au profit des

collectivités territoriales ont diminué de 0,90 Md € par rapport à l'an passé alors que ceux au profit de l'Union européenne ont augmenté de 0,99 Md €.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -6,79 Md €

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 7,24 Md € et des recettes pour 3,13 Md €. Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » laisse apparaître des dépenses d'un

montant de 0,99 Md € relatif principalement aux paiements des intérêts des BTAN et des recettes pour 0,93 Md € correspondant essentiellement à l'abondement du budget général.

Au 28 février 2013, le solde des comptes spéciaux s'établit à -6,79 Md € contre -5,97 Md € en février 2012. Cet écart s'explique essentiellement par la baisse du solde du compte d'affectation spéciale « Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat » (-1,21 Md €).

Dette financière de l'Etat au 28 février : 1 406,57 Md €

Les flux nets positifs enregistrés, depuis le début de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de 33,33 Md €). Les montants des BTAN et des BTF

ont respectivement diminué de 17,48 Md € et de 1,45 Md € au cours du mois de février.



☞ Les prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne (PSR-UE)

Apparus en 1973, les **prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** correspondent à la contribution brute de la France au budget communautaire.

Le financement du budget de l'Union européenne est assuré par des ressources propres provenant des ressources propres dites traditionnelles (droits de douanes et cotisations sur le sucre et l'isoglucose), et par des contributions de chaque État membre.

La **ressource TVA** correspond à une fraction de la taxe sur la valeur ajoutée qui est perçue par chaque État membre. La **ressource RNB** est un prélèvement sur le revenu national brut de chaque État membre. Elle représente la majeure partie des ressources de l'UE.

Les États membres financent, en outre, les rabais sur leur contribution dont bénéficient le Royaume-Uni, depuis 1984, et les Pays-Bas et la Suède, depuis 2007.

Depuis la loi de finances pour 2010, le PSR-UE ne comprend plus les ressources propres traditionnelles. Ces ressources ne constituent pas des ressources budgétaires de l'État mais des ressources de l'Union européenne collectées par l'État pour le compte de l'Union. En comptabilité générale, elles sont comptabilisées en compte de tiers.

Les PSR-UE sont évalués à 20,44 Md € en 2013. A fin février, le montant versé est de 7,20 Md €.



	Mois	Cumul à fin février		Renvoi Page
	Février	2013	2012 retraité 2012 exécuté	
unité : million d'€.				
DONNEES BUDGETAIRES				
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-14 304	-27 121	-24 225 -24 229	6
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	24 180	49 992	49 287 49 280	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	14 073	29 659	31 035 31 024	6
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)				
- IR	10 457	14 295	13 287 13 287	
- IS	-156	219	325 -121	
- TVA	10 140	24 550	24 630 24 630	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-4 197	-6 788	-5 973 -5 973	17
DONNEES PATRIMONIALES				
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-2 383	91 914		18
Dette financière de l'Etat	17 862	1 406 573		19



	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	991	997	997
Dépenses de personnel	10 171	20 881	20 807	20 872
Dépenses de fonctionnement	3 669	8 878	8 700	8 611
Charges de la dette de l'Etat	755	2 595	2 798	2 798
Dépenses d'investissement	539	2 179	1 969	1 967
Dépenses d'intervention	8 879	14 223	13 822	13 841
Dépenses d'opérations financières	168	245	194	194
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	24 180	49 992	49 287	49 280
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	21 781	43 381	43 382	43 275
Recettes non fiscales	294	530	1 910	2 006
Prélèvements sur recettes	-8 088	-14 415	-14 326	-14 326
Fonds de concours	86	164	69	69
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	14 073	29 659	31 035	31 024
Total des recettes (nettes de R et D, prélèvements sur recettes)	22 161	44 075	45 361	45 350
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-10 107	-20 333	-18 252	-18 256
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	105	2 292	3 028	3 028
Solde des comptes de concours financiers	-4 161	-8 981	-9 140	-9 140
Solde des comptes de commerce	-141	-95	142	142
Solde des comptes d'opérations monétaires	-85	-89	14	14
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-4 197	-6 788	-5 973	-5 973
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-14 304	-27 121	-24 225	-24 229



	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	10 171	20 881	20 807	20 872
Rémunérations d'activité	5 914	11 684	11 838	11 863
Cotisations et contributions sociales	4 205	9 072	8 834	8 879
Prestations sociales et allocations diverses	52	126	135	130
AUTRES TITRES	14 009	29 111	28 481	28 408
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	991	997	997
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	3 669	8 878	8 700	8 611
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 460	3 094	2 863	2 831
Subventions pour charges de service public	2 209	5 785	5 837	5 780
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	755	2 595	2 798	2 798
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	755	2 595	2 798	2 798
Titre 5 - Dépenses d'investissement	539	2 179	1 969	1 967
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	443	1 777	1 696	1 695
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	95	401	273	272
Titre 6 - Dépenses d'intervention	8 879	14 223	13 822	13 841
Transferts aux ménages	5 602	8 102	7 358	7 355
Transferts aux entreprises	976	1 248	1 305	1 328
Transferts aux collectivités territoriales	551	906	863	865
Transferts aux autres collectivités	1 750	3 966	4 296	4 293
Appels en garantie	0	0	0	0
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	168	245	194	194
Prêts et avances	3	5	7	7
Dotations en fonds propres	38	45	22	22
Dépenses de participations financières	127	195	165	165
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	24 180	49 992	49 287	49 280



unité : million d'€	Mois de février		Cumul à fin février 2013		Cumul à fin février 2012 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	231	229	775	381	592
Action de la France en Europe et dans le monde	182	160	276	216	397
Diplomatie culturelle et d'influence	28	50	459	128	149
Français à l'étranger et affaires consulaires	21	18	40	37	34
Présidence française du G20 et du G8 (2)	0	0	0	0	12
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	239	242	456	418	444
Administration territoriale	147	138	279	261	254
Vie politique, culturelle et associative	16	52	62	60	72
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	75	52	114	97	118
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES (3)	310	298	723	711	903
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires(3)	193	203	355	367	562
Forêt	21	0	173	152	149
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	34	34	78	76	75
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	62	61	117	115	117
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	35	164	475	639	633
Aide économique et financière au développement	0	130	36	200	174
Solidarité à l'égard des pays en développement	35	34	439	440	459
Développement solidaire et migrations (2)	0	0	0	0	0
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	19	12	2 051	2 027	2 106
Liens entre la Nation et son armée	9	8	16	15	14
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	8	4	2 015	1 997	2 078
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	1	0	20	15	14
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	46	45	129	125	118
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	29	28	55	54	50
Conseil économique, social et environnemental	0	0	39	39	38
Cour des comptes et autres juridictions financières	17	16	35	32	30
CULTURE	218	197	319	283	211
Patrimoines	62	29	64	57	36
Création	80	91	109	93	47
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	76	78	145	133	128
DEFENSE	2 212	2 824	5 399	7 916	7 516
Environnement et prospective de la politique de défense	115	120	194	267	310
Préparation et emploi des forces	1 776	1 947	3 860	4 156	4 080
Soutien de la politique de la défense	178	176	353	434	302
Equiperment des forces	143	582	993	3 059	2 824
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	92	81	137	113	116
Coordination du travail gouvernemental	36	32	53	49	50
Protection des droits et libertés	6	5	13	12	12
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	50	43	71	52	54
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLES	505	1 387	2 837	1 921	900
Infrastructures et services de transports	108	791	1 413	830	147
Sécurité et circulation routières (4)	0	0	0	0	0
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture (3)	10	14	-11	14	19
Météorologie	0	0	159	53	51
Paysages, eau et biodiversité (3)	53	7	101	23	8
Information géographique et cartographique	0	0	70	23	23
Prévention des risques	5	7	10	11	9
Energie, climat et après-mines	50	299	423	299	2
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer	279	270	672	669	641



unité : million d'€	Mois de février		Cumul à fin février 2013		Cumul à fin février 2012 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECONOMIE	150	150	210	203	197
Développement des entreprises et du tourisme (3)	67	68	110	107	98
Tourisme (2)	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	69	67	74	71	72
Stratégie économique et fiscale	15	15	26	26	27
EGALITE DES TERRITOIRES, LOGEMENT ET VILLE (3)	4 647	1 414	4 793	1 477	1 415
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	60	95	186	116	132
Aide à l'accès au logement	4 583	1 288	4 583	1 288	1 261
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat (3)	3	25	2	66	22
Politique de la ville (3)	0	7	22	7	0
Conduite et pilotages des politiques de l'égalité des territoires, du logement et de la ville (1)	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	1 280	870	3 237	2 827	2 908
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	755	755	2 595	2 595	2 798
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	0	0	0
Epargne	526	115	642	231	110
Majoration de rentes	0	0	0	0	0
Dotations en capital du mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement (1)	0	0	0	0	0
Recapitalisation de Dexia(2)	0	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 634	5 527	10 939	10 628	10 661
Enseignement scolaire public du premier degré	1 589	1 582	3 168	3 160	3 066
Enseignement scolaire public du second degré	2 525	2 524	5 081	5 079	4 986
Vie de l'élève	381	263	875	689	662
Enseignement privé du premier et du second degrés	828	882	1 245	1 226	1 411
Soutien de la politique de l'éducation nationale	222	195	405	324	323
Enseignement technique agricole	89	81	165	150	213
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	959	853	2 024	1 783	2 015
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	639	624	1 489	1 386	1 491
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	14	12	24	22	19
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	84	49	149	103	158
Facilitation et sécurisation des échanges	158	156	297	261	303
Entretien des bâtiments de l'Etat	6	8	8	8	9
Fonction publique	58	4	58	4	35
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	73	59	107	60	27
Immigration et asile	71	59	105	59	26
Intégration et accès à la nationalité française	2	1	2	1	1
JUSTICE	567	609	1 149	1 153	1 030
Justice judiciaire	228	234	476	461	404
Administration pénitentiaire	191	242	418	478	412
Protection judiciaire de la jeunesse	63	70	123	114	116
Accès au droit et à la justice	65	43	91	57	69
Conduite et pilotage de la politique de la justice	20	20	42	42	29
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	1	0	0
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	108	48	108	48	37
Presse	30	28	30	28	36
Livre et industries culturelles	8	2	8	2	0
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	0	0	0	0	1
Action audiovisuelle extérieure	71	18	71	18	0



unité : million d'€	Mois de février		Cumul à fin février 2013		Cumul à fin février 2012 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
OUTRE-MER	1 239	98	1 268	145	442
Emploi outre-mer	1 100	17	1 129	36	365
Conditions de vie outre-mer	139	81	139	109	77
POLITIQUE DES TERRITOIRES	-2	16	-2	18	7
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	-2	14	-2	15	6
Interventions territoriales de l'Etat	0	3	0	3	1
POUVOIRS PUBLICS	0	0	991	991	997
Présidence de la République	0	0	103	103	109
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	323
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	11	11	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
PROVISIONS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	1 593	2 578	12 044	5 942	6 325
Formations supérieures et recherche universitaire	56	102	3 041	3 018	2 890
Vie étudiante	573	204	1 115	399	436
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	788	899	4 303	987	1 406
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	0	257	1 272	318	310
Recherche spatiale	0	629	1 348	629	737
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables	107	382	816	425	395
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	36	72	90	106	121
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	0
Recherche culturelle et culture scientifique	0	0	0	0	0
Enseignement supérieur et recherche agricoles	33	33	59	60	30
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	139	244	4 382	1 628	1 516
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	12	50	3 159	997	964
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	66	724	132	134
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	127	127	500	500	418
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	278	373	279	402	472
Concours financiers aux communes et groupements de communes	2	63	1	85	88
Concours financiers aux départements	0	0	0	0	0
Concours financiers aux régions	277	277	277	277	277
Concours spécifiques et administration	-1	33	1	40	107
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	5 979	6 498	10 895	10 809	10 907
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	5 537	5 780	10 032	9 948	10 174
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	441	718	863	862	733
SANTE	511	170	521	182	182
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	3	2	13	14	14
Protection maladie	508	168	508	168	168
SECURITE	1 627	1 414	3 080	2 831	2 771
Police nationale	774	755	1 527	1 491	1 462
Gendarmerie nationale	839	644	1 538	1 325	1 295
Sécurité et éducation routières (3)	14	15	15	15	14



unité : million d'€	Mois de février		Cumul à fin février 2013		Cumul à fin février 2012 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
SECURITE CIVILE	19	19	39	46	27
Intervention des services opérationnels	18	17	36	41	22
Coordination des moyens de secours	1	2	3	6	5
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	384	3 455	11 099	3 710	3 430
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	9	347	356	347	204
Actions en faveur des familles vulnérables	40	15	40	15	21
Handicap et dépendance	235	2 846	10 412	3 058	2 843
Egalité entre les hommes et les femmes	0	0	0	0	0
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	101	247	291	291	362
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	64	45	189	111	85
Sport	23	5	128	50	72
Jeunesse et vie associative	41	40	61	60	13
TRAVAIL ET EMPLOI	1 127	760	3 086	1 273	1 203
Accès et retour à l'emploi	980	583	2 808	995	691
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	80	112	148	158	395
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	1	2	1	2	0
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	67	62	129	117	117
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES BRUTES DU BUDGET GENERAL	30 284	30 678	83 739	60 802	60 193

(1) programme crée en 2013

(2) programme supprimé en 2013

(3) changement de libellé en 2013

(4) programme ayant changé de mission en 2013



	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	10 792	14 631	13 486	13 486
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	160	299	261	707
Impôt sur les sociétés (C)	362	1 231	1 405	959
Impôt sur les sociétés	349	1 218	1 405	959
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	13	13	0	0
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	305	1 307	1 613	1 613
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	32	82	133	133
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	172	1 029	1 171	1 171
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	8	8
Impôt de solidarité sur la fortune	68	109	71	71
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	1	1	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	0	1	1
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	3	8	24	24
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	0	2	2	2
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	5	2	2
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	8	17	21	21
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	1	2	0	0
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	5	33	158	158
Recettes diverses	14	18	22	22
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	898	1 689	2 062	2 063
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	14 455	32 356	32 935	32 935
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	1 307	2 677	2 527	2 419
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	22	67	133	133
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	10	31	34	34
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	2	8	1	1
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	78	229	226	226



	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit par décès	630	1 230	1 065	1 065
Contribution de sécurité immobilière (1)	39	95	108	0
Autres conventions et actes civils	37	82	88	88
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	25	60	91	91
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	6	14	13	13
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	9	18	30	30
Timbre unique	23	64	70	70
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	37	71	68	68
Autres droits et recettes accessoires	0	0	0	0
Amendes et confiscations	20	24	4	4
Taxe générale sur les activités polluantes	8	11	6	6
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	2	5	2	2
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	25	28	23	23
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	0	0
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	2	10	10	10
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	8	8	8
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	0	0	0
Taxe de l'aviation civile	6	19	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	0	0	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	0	0	0
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	143	267	297	297
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	51	100	93	93
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques (2)	34	68	70	70
Prélèvements sur les paris sportifs	11	23	11	11
Prélèvements sur les jeux de cercle en ligne	5	11	12	12
Redevance sur les paris hippiques en ligne	17	17	16	16
Taxe sur les transactions financières	49	96	0	0
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	3	13	13
Autres taxes	8	16	35	35
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	28 279	54 190	54 289	54 182
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	21 781	43 381	43 382	43 275

(1) ligne créée en 2013

(2) changement de libellé en 2013



	Mois		Cumul à fin février	
	Février	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	0	8	27	27
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfiques des établissements publics non financiers	0	8	27	27
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits de domaine de l'Etat (B)	87	120	1 654	1 654
Revenus du domaine public non militaire	23	30	25	25
Autres revenus du domaine public	23	45	10	10
Revenus du domaine privé	4	8	8	8
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	17	17	1 466	1 466
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	18	18	143	143
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du domaine	2	2	2	2
Produits de la vente de biens et de services (C)	64	94	101	101
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	1	3	1	1
Autres frais d'assiette et de recouvrement	61	87	97	97
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	1	0	0
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	1	1	2	2
Autres recettes diverses	1	2	1	1
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	31	33	8	8
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	29	30	0	0
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	0	0	0	0
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	1	6	6
Intérêts des autres prêts et avances	2	2	2	2
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	0	0	0	0
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	0	0	0	0



	Mois		Cumul à fin février	
	Février	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	21	44	18	18
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	0	0	0	0
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	0	0	0	0
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	20	42	14	14
Frais de poursuite	1	2	4	4
Frais de justice et d'instance	0	0	0	0
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	0	0	0
Divers (F)	91	230	102	198
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	0	18	14	14
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	8	14	10	10
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	1	1	1
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	1	41	22	120
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	1	1	1
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	0	0	0	0
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	0	0	0
Récupération d'indus	0	0	2	0
Recouvrements après admission en non-valeur	10	27	29	29
Divers versements de l'Union européenne	0	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	1	0	0
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	5	5	5
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	5	40	2	2
Produits divers	2	3	1	1
Autres produits divers	61	79	15	15
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	294	530	1 910	2 006



	Mois	Cumul à fin février		
	Février	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 707	-7 218	-8 119	-8 119
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-3 165	-6 332	-6 352	-6 352
Prélèvement sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-2	0	0
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-9	-9	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-211	-260	-1 133	-1 133
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-1	-3	0	0
Dotations élu local	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	-16	-16	0	0
Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotations départementale d'équipement des collèges	0	0	-3	-3
Dotations régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0
Compensation d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	0	0	0	0
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	0	0
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-300	-572	-614	-614
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-1	-7	-2	-2
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-2	-20	-15	-15
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la Dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotations de protection de l'environnement et d'entretiens des voiries municipales	0	0	0	0
Dotations de compensation des produits syndicaux fiscalisés	0	0	0	0
Versement complémentaire aux fonds départementaux de taxe professionnelle au titre de 2011(2)	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants(1)	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-4 381	-7 197	-6 207	-6 207
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-8 088	-14 415	-14 326	-14 326
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	62	124	58	58
Fonds de concours - coopération internationale	24	40	11	11
TOTAL FONDS DE CONCOURS	86	164	69	69



unité : million d'€.

	Mois de février		Cumul à fin février					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2013	2012 exécuté	2013	2012 exécuté	2013	2012 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	4 493	4 598	8 905	8 486	11 197	11 514	2 292	3 028
Aides à l'acquisition de véhicules propres	0	16	0	0	49	34	49	34
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	3	171	3	8	311	122	308	114
Développement agricole et rural	0	6	0	1	9	10	8	9
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	63	31	63	15	58	18	-5	3
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	1	1	2	0	3	0	1	0
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	8	14	8	17	50	17	42	0
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat (1)	21	0	39	0	0	1 173	-39	1 173
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	0	0	0	0	3	1	3	1
Pensions	4 395	4 360	8 788	8 445	10 714	10 104	1 926	1 659
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	0	0	0	35	0	35
Comptes de concours financiers	7 594	3 433	15 137	14 683	6 156	5 543	-8 981	-9 140
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	60	0	60	0	8	17	-52	17
Avances à l'audiovisuel public	287	134	575	548	313	292	-262	-256
Avances aux collectivités territoriales	7 240	3 129	14 481	14 044	5 665	5 234	-8 817	-8 810
Avances aux organismes de sécurité sociale	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts à des Etats étrangers	7	169	21	91	170	0	149	-91
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes de commerce	1 108	967	3 285	3 670	3 190	3 812	-95	142
Approvisionnement des armées en produits pétroliers, autres fluides et produits complémentaires (1)	77	5	137	79	147	113	9	34
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	14	7	23	18	15	11	-7	-7
Couverture des risques financiers de l'Etat	0	0	0	0	0	118	0	118
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	27	20	45	59	76	92	31	33
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	985	931	2 952	3 513	2 946	3 476	-6	-37
Gestion des actifs carbonés de l'Etat	0	0	119	0	0	0	-119	0
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	2	0	0	0	-2	0
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	4	3	7	1	6	2	-1	1
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	0	0	0	0	0	0	0	0
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes d'opérations monétaires	261	176	276	20	187	34	-89	14
Emission des monnaies métalliques	0	0	4	4	0	1	-4	-3
Opérations avec le Fonds Monétaire International	261	176	272	16	187	33	-85	17
Pertes et bénéfices de change	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL COMPTES SPECIAUX	13 456	9 174	27 603	26 859	20 730	20 903	-6 873	-5 956
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	13 195	8 998	27 331	26 843	20 543	20 870	-6 788	-5 973

(1) Changement de libellé en 2013



		Unité : million d'€	Solde au 31/12/2012	Flux nets de l'année	Solde à fin février 2013
Dépôts de fonds au Trésor		Organismes d'assurance et de réassurance	353	115	468
	Organismes à caractère financier	Caisse des Dépôts et Consignations	10	41	52
		La Poste	2	-1	1
		Autres organismes à caractère financier	201	-61	140
	CEPL	Régions	1 425	-668	757
		Départements	5 029	-2 800	2 229
		Communes	20 110	-2 660	17 450
		Hôpitaux	4 252	170	4 422
		HLM	412	-52	360
		Autres CEPL	19 793	-1 554	18 239
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	10 861	-1 197	9 663
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	2 361	-406	1 955
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 006	678	2 684
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	656	239	895
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger		15 141	-600	14 541
	Communautés européennes		148	381	529
	Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	Fonds et Fondations	87	-2	86
		GIP	406	21	428
		EPLÉ	1 911	269	2 180
		Autres correspondants	11 271	-676	10 595
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
Intérêts courus sur comptes DFT		99	-99	0	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	1 103	-264	838	
	Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme	1 908	1 496	3 404	
	Intérêts courus sur comptes à terme	4	-4	0	
		Total Passif (A)	99 548	-7 634	91 914
Créances résultant des placements des deniers pupillaires			1	0	1
Découverts des correspondants du Trésor			0	0	0
		Total Actif (B)	1	0	1
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)			99 547	-7 634	91 914



	Solde au 31/12/2012	Flux nets de l'année	Solde à fin février 2013
unité : million d'€.			
Dette négociable (A)	1 386 154	14 405	1 400 559
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	949 739	33 331	983 070
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	786 984	29 078	816 062
- <i>taux variable</i>	142 413	4 147	146 560
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	269 815	-17 481	252 334
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	259 513	-17 481	242 032
- <i>taux variable</i>	9 906	0	9 906
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	166 600	-1 445	165 155
Autres titres négociables	0	0	0
Dette non négociable (B)	235	-1	234
Dette exigible	235	-1	234
- OAT	0	0	0
- BTAN	0	0	0
- BTF	0	0	0
- autres titres non négociables	235	-1	234
Autres emprunts (C)	5 794	-14	5 780
TOTAL (A+B+C)	1 392 183	14 390	1 406 573



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} février jusqu'à la fin du mois.

Les chiffres « exécutés » 2012 correspondent aux données publiées l'année dernière.

Les chiffres « retraités » 2012 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2013.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.